



Le gouvernement doit reculer les riches et les patrons doivent payer 5 février 2019 TOUS EN GREVE

Les politiques sociales et économiques favorisent la rémunération du capital, l'enrichissement des plus fortunés du pays et accentuent la possibilité pour le patronat de précariser, de pressuriser les salariéEs, notamment en facilitant les licenciements (loi travail, ordonnances Macron).

Les inégalités sociales sont de plus en plus fortes, alors que le pays n'a jamais créé autant de richesses par le travail. Ces richesses n'ont jamais été aussi mal réparties entre les entreprises et les salariéEs, entre les très riches et le reste de la population. Aucune réponse pour les 8 millions de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté (1026 euros) et pour ceux juste au-dessus. Non seulement aucun effort n'est demandé aux plus riches et au patronat, mais les Français modestes doivent financer eux-mêmes leurs augmentations ou celles des autres.

De l'argent il y en a : faisons payer les riches et le grand patronat !

En 2018, les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de 94 milliards d'euros de profits et versés 57,4 milliards aux actionnaires. (La France est à la 2e place mondiale + 44 % en 7 ans !).

Chaque année, près de 230 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales et fiscales distribuées aux entreprises, sans contrôle ni évaluation, et encore moins remboursement en cas de fermetures ou de licenciements boursiers.

En 2019, le CICE s'élèvera à 40 milliards d'euros (100 milliards depuis 2013) ... sans résultat sur l'emploi. Les mêmes, pour qui le gouvernement supprime l'ISF et met en place la « flat-tax », fraudent le fisc à hauteur de 100 milliards d'euros par an. (-6,4 % d'impôt versés depuis 2010).

En moyenne, les PDG du CAC 40 gagnent 257 fois le SMIC. Cela engendre directement une précarité insupportable pour des millions de salariéEs et la suppression de milliers d'emplois dans notre pays (- 20% d'effectifs en baisse en France pour les entreprises du CAC 40 !!!).

Minimum de vie décente : 1424€

Smic net au 01/01/2019 : 1227,39€

Seuil de pauvreté : 1026€ soit 14% de la population

Loyer moyen en France : 650€/mois

Exonérations sociales et fiscales des entreprises : 230 000 000 000€

**Part des dividendes versés aux actionnaires :
30% en 2000
67,5% en 2016**

**5,9 millions de français en précarité
énergétique soit 1 ménage sur 5**

Fraude fiscale annuelle : 100 000 000 000€

Le débat de Macron c'est du Bla-bla, nous savons déjà ce qui est nécessaire pour répondre durablement aux besoins.

➤ **UNE AUGMENTATION IMMÉDIATE DU SMIC à 1800 € bruts** mais aussi **L'AUGMENTATION DE TOUS LES SALAIRES**, pensions et minima sociaux : le Smic s'élève à 1498,47 € bruts pour 35 heures soit 1188 € nets après déduction des cotisations. Il manque au moins 300 € pour boucler les fins de mois et vivre dignement de son travail.

➤ **L'ÉGALITÉ SALARIALE entre les femmes et les hommes** : c'est insupportable que les femmes perçoivent encore 25 % de moins que les hommes. Cela générerait près de 35 milliards de recettes fiscales supplémentaires pour l'État (cotisations salariales et patronales, impôt sur le revenu, et TVA).

➤ **LE RÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE** : la suppression de l'ISF représente plus de 5 milliards d'euros redonnés aux plus riches qui alimentent une économie socialement inutile.

➤ **UN SYSTÈME FISCAL PLUS JUSTE** : renforcer la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales. À l'inverse, réduire la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15 %, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité.

► **TAXER LE CAPITAL ET MOINS LE TRAVAIL** pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires : les salaires stagnent mais les versements de dividendes explosent. En clair, les bénéfices des entreprises sont orientés vers les actionnaires plutôt que vers les salariéEs.

► **UNE INDEMNISATION de tous les d'emploi**, parce qu'on ne choisit pas d'être licencié.

► **UN NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL SALARIÉ** : des droits attachés au salarié tout au long de sa carrière et garantis collectivement, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à une autre (emploi stable, formation continue, protection sociale...), de nouveaux droits qui sécurisent le salarié tout au long de sa vie !

► **UN MODELE DE DEVELOPPEMENT QUI RESPECTE LES HUMAINS COMME LA NATURE** : les entreprises du CAC 40, les multinationales et les banques détruisent notre monde en exploitant les ressources non renouvelables, en produisant au bout du monde ce qui est consommé à l'autre bout, en polluant l'air, les eaux et les sols et en exploitant le travail humain sans même respecter les réglementations pourtant peu exigeantes. Ce n'est plus possible : notre avenir, et celui des générations futures, est en jeu.

► **UNE DEMOCRATIE RENOUVELÉE** où les élus ne sont pas là pour faire carrière mais pour servir l'intérêt général et rendre des comptes aux populations ; où on privilégie l'équilibre des territoires ; où le politique reprend le pouvoir sur les puissances financières. Aussi en finir avec les lois liberticides, les méthodes autoritaires et violentes de la police et d'une justice de classe aux ordres du pouvoir et pas au service du peuple.

L'UD CGT 84 condamne fermement la violente répression des manifestants ordonnée par le gouvernement (gazages, tirs de flash-ball, grenades de désencerclement considérées comme armes de guerre, milliers d'interpellations et de garde à vue...).

Cette répression est aussi dirigée contre les syndicats : des cheminots et des salariés de l'Energie sont menacés pour des actions collectives syndicales.

Les mesures annoncées par le Premier ministre, lundi 7 janvier 2019, sont particulièrement inacceptables : la stratégie de la radicalisation portée par le gouvernement ouvre une situation lourde de dangers pour les libertés démocratiques, en particulier pour la liberté de manifester qui ne saurait être restreinte, sous quelque prétexte que ce soit.

Il est temps pour chacun d'agir pour une vie digne, un travail émancipateur, un avenir serein, une société juste et solidaire, un environnement préservé.

La CGT Vaucluse appelle touTEs les salariéEs, retraitéEs, précaires, étudiantEs qu'ils soient syndiquéEs ou pas, à se mobiliser pacifiquement mais résolument pour forcer le gouvernement et le patronat à répondre à ces attentes, par la GRÈVE et la MANIFESTATION.

Le 5 Février 2019

Manifestation Avignon 10H30 Gare Centre-Préfecture

Imposer un partage des richesses créées en priorisant l'investissement dans le travail humain et dans le salaire des femmes et des hommes, c'est possible !

Prenez votre place dans la CGT !

Avignon le 28 janvier 2019